

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1881

Artikel: Bref concours d'urbanité au Conseil fédéral
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009867>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bref concours d'urbanité au Conseil fédéral

Yvette Jaggi • 6 septembre 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15246>

Les régions urbaines abritent trois Suisses sur quatre. Et les quatre candidats au Conseil fédéral, qui ne s'en préoccupent pas trop

Le 20 août dernier, deux semaines tout juste avant le choix par les groupes politiques de leurs favoris pour la double élection au Conseil fédéral, le concours était ouvert: c'était à qui représenterait le mieux les villes à l'Exécutif fédéral.

Les radicaux Ruedi Noser (Wetzikon/ZH) et Peter Malama (Bâle) se revendiquaient ouvertement citadins. Eva Herzog rappelait son appartenance au gouvernement du demi-canton de Bâle-Ville, qui fait aussi office d'exécutif pour la métropole rhénane. Jacqueline Fehr s'honorait de faire de la politique dans la sixième plus grande ville de Suisse, qui vient de passer le cap des cent mille habitants (Winterthour). De son côté, Simonetta Sommaruga soulignait qu'elle avait fait partie pendant huit ans de la municipalité de Köniz (38 000 habitants), la plus importante composante de l'agglomération bernoise – à part la ville-centre évidemment. Et Karin Keller-Sutter signalait qu'elle aussi avait fait ses deux législatures d'exécutif en sa ville natale de Wil (18 000 habitants) avant d'entrer au Conseil d'Etat de Saint-Gall. Au point que Johann Schneider-Ammann s'excusait presque de diriger son « empire en béton » (3000 collaborateurs, dont 1250 en Suisse) depuis une modeste

citée de 13 000 habitants appelée Langenthal. Dans cette belle chorale urbaine, Hildegard Fässler introduisait une note différente, insistant sur la solidité de son ancrage dans un village de l'extrême-orient saint-gallois, proche du Rhin et du Liechtenstein.

Depuis que les groupes radical et socialiste ont désigné leurs candidats, le langage a changé. La villageoise et les citadins affirmés sont désormais hors course. Place aux représentants de valeurs mieux reconnues. Karin Keller-Sutter, à la tête du département de Justice et Police du canton de Saint-Gall depuis dix ans, se voit le porte-drapeau de toute la Suisse orientale, constamment présente au Conseil fédéral depuis 1913 sauf entre 1959 et 1971. Johann Schneider-Ammann se présente comme un acteur de cette économie réelle qui reprend des couleurs maintenant que la finance a fortement pâli sous l'effet d'une crise dont elle est elle-même largement responsable. Simonetta Sommaruga retrouve ses marques de défenderesse des consommateurs et de socialiste exigeante tant à l'égard de l'Etat que du secteur privé. Jacqueline Fehr confirme ses convictions et priorités politiques, sans s'appuyer sur le dynamisme de Winterthour, où vient d'avoir lieu une vente d'une importance exceptionnelle: la société Sulzer Immobilière a cédé le solde de ses terrains en ville à l'entreprise générale Implenja qui s'offre une surface égale à celle du Vatican

pour 80 millions de francs.

Voilà donc les villes remises à leur place, au dixième rang des préoccupations des élus. Certes, elles se trouvent momentanément à la mode et font même très tendance dans le cas des métropoles européennes les plus branchées, parmi lesquelles Zurich se profile avec succès. Mais, fondamentalement, elles sont tenues à l'écart, comme on l'observe à l'Exposition universelle de Shanghai. Le pavillon national enchante les visiteurs avec l'image d'une Suisse alpine survolée par un télésiège pris d'assaut. Quant aux trois plus grandes villes du pays, Zurich, Genève et Bâle, qui ont uni leurs forces pour présenter leurs meilleures pratiques urbaines en matière de gestion de l'eau, elles se retrouvent dans les pavillons thématiques, beaucoup moins fréquentés par le grand public chinois. Les villes disposent certes de leur lobby au Palais fédéral, mais il ne compte de loin pas parmi les groupes de pression les plus puissants. L'arrivée en 1995 du Zurichois Moritz Leuenberger au Conseil fédéral avait donné une majorité momentanée aux élus issus des villes, avec Jean-Pascal Delamuraz (Lausanne), Ruth Dreifuss (Genève) et Flavio Cotti (Lugano).

Et pourtant: trois habitants de la Suisse sur quatre résident en région urbaine, pour la plupart dans l'une des trente agglomérations reconnues par les statisticiens. Les plus grandes cités, qui tendaient à se

dépeupler, bénéficient d'un mouvement de retour en ville (cf. [DP 1788](#)²). Il y a quatre ans, les professeurs et chercheurs du « *Studio Basel* » de l'EPFZ tiraient un impressionnant Portrait urbain (cf. [DP 1670](#)³) de la Suisse, histoire de contribuer à faire évoluer les images et surtout les esprits. Mais l'urbaphobie latente persiste, dans notre pays

sans doute plus qu'ailleurs, fédéralisme et ferveur alpiniste obligent sans doute.

Toujours est-il que l'économie reprend le dessus. Sa remise en ordre de marche, symbolisée par la prochaine entrée de Daniel Vasella au Comité d'*economiesuisse*, passe par une nouvelle prise de responsabilités au sein des institutions. Y

compris au Conseil fédéral, où les passages de l'économie à la politique ont de la tradition, en particulier dans les rangs radicaux. Le fils de Johann Schneider-Ammann, 59 ans, n'a que 31 ans, 24 de moins que Nicolas Hayek junior. Mais comment résister à l'appel de la patrie s'il est lancé par l'Assemblée fédérale?

Voler avec un vieux coucou

André Gavillet • 30 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15199>



L'isolationnisme de l'UDC dans le dossier militaire est d'autant plus nuisible que son représentant au Conseil fédéral tient le poste de commandement

L'avion est une espèce mécanique de longue vie, si l'entretien est méticuleux. Le voyageur, pas toujours rassuré, découvre avec surprise les états de service vénérables de carlingues toujours en activité.

Les avions militaires obéissent à la même loi. Ils durent une génération ou plus. Pourtant ils ne sont pas conçus pour mourir de vieillesse. Ils sont avions de chasse ou de combat. Ce n'est pas le confort qu'offre le dernier modèle, mais des chances supérieures de gagner le duel. Dès lors, le renouvellement de la

flotte aérienne ou d'une partie de la flotte est présenté avec des arguments non seulement économiques, mais dramatiques aussi: on ne peut abandonner la maîtrise du ciel, comme un charpentier qui renoncerait à couvrir la maison d'une toiture.

Mais, dernière donnée fondamentale, l'avion de combat a un prix exorbitant: le maximum de valeur technologique est enfermé dans un volume minimal. Son financement entre en conflit avec d'autres postes du budget militaire. D'où l'opportunité de faire le pari de la paix, de sauter une génération, de décider que le choix se fera dans vingt ans.

Interdépendance

Le report de l'achat d'avions de combat n'est pas une simple opération de planning, celle de renoncer au dernier modèle. Car les avions exigent des pilotes formés, entraînés. Aujourd'hui déjà cette formation est complétée occasionnellement par des stages à l'étranger. L'interruption des achats pour

une génération impliquerait le transfert de la formation avec la collaboration d'un ou de plusieurs pays proches et amis. Donc une négociation poussée et une prise en charge des coûts élevée. Croire qu'on peut purement biffer le poste achats est trop simple. On peut renoncer aux machines, pas aux pilotes.

La négociation avec les pays proches est à la fois urgente et évidente concernant l'aviation. Mais il est quantité de domaines où il serait avantageux militairement de savoir qui fait quoi. Or, ce modeste « désarmement » (le voisin est un ami et non un ennemi potentiel) se heurte à l'hostilité politique de l'UDC.

Neutralité

L'UDC revendique une armée complète, couvrant l'ensemble du pays et dotée de moyens adéquats. Mais l'évolution technologique (par exemple la balistique des fusées à longue portée) et les coûts révèlent que cette armée serait impossible à maîtriser budgétairement et